



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance et emploi

Question au Gouvernement n° 1744

Texte de la question

NOUVELLE ÉTAPE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Roux, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Bruno Le Roux. Depuis deux ans, monsieur le Premier ministre, notre majorité s'efforce de réparer la France, qui a été abîmée (*Rires sur quelques bancs du groupe UMP*) : explosion des déficits et de la dette publique, abandon de notre appareil productif, avec une désindustrialisation qui, sans réaction de notre part, aurait fini par engloutir notre modèle social, et absence totale de réformes de structure, dont aucune n'a été mise en place avant notre arrivée. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

Nous avons engagé, c'était indispensable, la bataille de l'emploi. Nous avons mis en œuvre le chantier du redressement productif et de la compétitivité. Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins. Oui, il faut réussir le pacte de responsabilité, qui doit permettre à la France de retrouver la croissance, l'emploi et son rang de grande puissance économique qu'elle avait perdu ces dernières années. Oui, il faut redonner du pouvoir d'achat aux salariés car la récompense du travail et de l'effort ne peut être la baisse des salaires que veulent certains au MEDEF ou à droite. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*) Oui, il faut réduire les déficits et, demain, la dette publique, pour éviter l'asphyxie et préserver notre capacité à nous désendetter et à décider de notre avenir.

Mes chers collègues, faire des économies, ce n'est jamais facile. Cela exige du courage, de la constance, de l'abnégation et le sens de la justice.

Députés de la majorité, monsieur le Premier ministre, nous vous soutenons pour refuser l'austérité et les coupes aveugles et porter comme vous le faites une nouvelle ambition. Députés de la majorité, nous pensons que le travail doit être récompensé et que la plus grande des injustices est le chômage.

M. Sébastien Huyghe. Godillot !

M. Bruno Le Roux. Députés de la majorité, nous sommes les garants de la justice. C'est ce partenariat volontaire et ambitieux que nous devons réussir en France, car rien d'autre ne nous rassemble que le souhait de faire retrouver à notre pays la puissance qui doit être la sienne. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, la démarche du Gouvernement est claire, elle s'appuie sur l'engagement pris par le Président de la République le 14 janvier dernier de mettre en œuvre un pacte de

responsabilité et de solidarité au service de l'emploi tout en réalisant les économies indispensables pour le financer et préserver notre souveraineté nationale.

Cinquante milliards d'économie sur les dépenses publiques, c'est la feuille de route que le Président de la République nous a fixée et que j'ai rappelée ce matin. Ces économies ont trois objectifs, que je veux rappeler rapidement.

Le premier objectif, c'est de mettre en œuvre le pacte en faveur de l'emploi pour soutenir les entreprises, les PME, les PMI, les TPE, les commerçants, les artisans, pour libérer les énergies, créer les conditions de la richesse et donc de l'emploi, sans remettre en cause nos règles sociales et le SMIC. Je fais confiance aux entrepreneurs de ce pays et je dis clairement et nettement au patronat, et notamment à M. Gattaz, que l'on ne touche pas au modèle social de notre pays (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC*) parce que c'est aussi une garantie de la cohésion sociale. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Le deuxième objectif, c'est de redonner du pouvoir d'achat aux salariés, notamment par la baisse des impôts, parce que, depuis quatre ans, les Français ont subi trop de hausses des impôts et de la fiscalité. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Plusieurs députés du groupe UMP . À cause de vous !

M. Manuel Valls, Premier ministre . Nous proposerons avec Michel Sapin et Christian Eckert une discussion avec le Parlement et avec la majorité pour trouver les mesures indispensables de baisse des impôts que nos concitoyens attendent, ils l'ont clairement dit à l'occasion des dernières élections municipales.

Le troisième objectif, c'est la réduction de notre déficit public non pas parce qu'on nous le demande à Bruxelles, non pas parce que nous serions attachés à je ne sais quelle orthodoxie, mais parce que notre pays ne peut pas vivre au-dessus de ses moyens et parce que nous ne pouvons pas supporter de vivre avec un taux de 57 % de dépenses publiques, qui pèse sur la richesse nationale. C'est l'un des taux les plus élevés d'Europe et nous avons impérativement besoin de désendetter notre pays. Il en va de la souveraineté nationale. Nous ne pouvons pas accepter que ce soient les marchés qui dictent la politique économique à notre pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*)

Enfin, au-delà de toutes les mesures qui ont été évoquées et que vous connaissez, nous aurons l'occasion de revenir dans quelques jours, au moment où l'Assemblée aura à voter, sur la stratégie, le triennal et les engagements qui sont ceux de la France.

Dans les choix que nous avons faits, nous avons préservé les engagements du Président de la République pris devant le peuple, c'est-à-dire la jeunesse et l'éducation nationale. Nous avons notamment préservé la création des 60 000 emplois dont l'éducation, l'école, l'université, la recherche, la jeunesse de ce pays ont besoin. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Parce que nous considérons que la sécurité est une priorité, nous avons préservé les emplois dans le domaine de la sécurité, de la justice et de la pénitentiaire. C'est également une demande de nos concitoyens.

Il ne s'agit pas de mesures d'austérité, il s'agit tout simplement de gérer ce pays comme nous le demandent les Français, en maîtrisant la dépense publique, et chacun doit faire des efforts, l'État, l'assurance maladie, les prestations sociales, les collectivités territoriales. Cet effort sera juste, réparti, et, le 30 avril prochain, chacun sera au rendez-vous de ses responsabilités : continuer à redresser le pays dans la justice ou faire en sorte, malheureusement, que nous ne puissions pas continuer à aller de l'avant.

C'est ainsi que je vois la responsabilité de ce gouvernement.

Plusieurs députés du groupe UMP . Baratin !

M. Manuel Valls, *Premier ministre* . C'est ainsi que j'entends la responsabilité de la majorité. C'est ainsi, j'en suis sûr, que l'ensemble des parlementaires le voient. Nous avons besoin de rassemblement, nous avons besoin d'unité pour redresser le pays, et c'est ce que je demanderai à l'Assemblée nationale. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Mme Véronique Massonneau et M. Paul Giacobbi . Très bien !

M. André Chassaigne. Debout !

Plusieurs députés du groupe UMP . Levez-vous donc pour l'applaudir !

Données clés

Auteur : [M. Bruno Le Roux](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (1^{re} circonscription) - Socialiste, républicain et citoyen

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1744

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 avril 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 avril 2014](#)